

crédité par ses pratiques et ayant perdu toute légitimité politique et pratiquement toute force militaire. Comme dans d'autres pays africains, la France reste le dernier rempart des maîtres des lieux. Elle compense l'absence de stratégie politique par

l'envoi de troupes et s'expose en définitive à être récupérée et son action détournée à leurs profits par les gouvernements locaux.

Jean-Christophe Ferney

Lesotho : retour à la démocratie

DEPUIS 1970, le Lesotho attendait des élections libres et démocratiques. C'est chose faite depuis le 27 mars 1993 où 735 000 Basotho (sur une population de 1 700 000 habitants) avaient à élire 65 députés parmi plusieurs centaines de candidats représentant une dizaine de partis (scrutin majoritaire à un tour, les petits partis ne présentant que quelques candidats).

Longtemps promises, longtemps repoussées, les élections se sont tenues, selon les nombreux observateurs internationaux, de façon tout à fait régulière pour donner une victoire historique au Basutoland Congress Party puisque celui-ci l'emporte dans les 65 circonscriptions du pays. L'adversaire de toujours, le BNP (Basutoland National Party) qui fut au pouvoir de l'indépendance en 1966 jusqu'en 1986, paye cher ses errements passés et ne disposera pas même d'une minorité dans la nouvelle Assemblée.

Ces élections marquent un tournant de l'histoire du « royaume dans le ciel ». Politiquement et géographiquement enclavé dans la République sud-africaine, le Lesotho possède une histoire déjà longue et tourmentée. En juin 1833, des missionnaires protestants français arrivent, à l'appel du roi Moshoeshoe 1^{er}, fédérateur de la

nation sotho, sur le territoire de l'actuel Lesotho. Les années 1830 sont aussi l'époque du Grand Trek lors duquel des colons d'origine européenne, mécontents de la mainmise britannique sur la colonie du Cap, migrent vers le nord-ouest. Ils s'installent petit à petit sur le territoire du futur État libre de l'Orange, alors en partie occupé par les Basotho de Moshoeshoe, rescapés des guerres conduites par Chaka, l'empereur zoulou, dans les années 1820.

Les contacts entre Basotho et nouveaux arrivants blancs ne sont pas toujours pacifiques et il faudra toute l'habileté de Moshoeshoe et... plusieurs guerres pour maintenir l'indépendance du petit royaume.

Face à la pression montante des Boers et suite à d'importantes pertes de territoires, le « Père de la nation », finira en 1868 par demander le protectorat britannique. Le Lesotho, qui s'appellera Basutoland, connaîtra jusqu'en 1966 l'administration anglaise. Le système traditionnel des chefs dont les plus importants sont issus de la lignée de Moshoeshoe (mort en 1870 après un règne d'une longueur et d'une importance exceptionnelles) reste en place mais ne possède au mieux qu'un avis consultatif vis-à-vis de l'administration coloniale.

Faute d'investissements, le pays ne se développe que lentement, même si depuis l'arrivée des missionnaires, l'éducation constitue une priorité. Le Lesotho a toujours été un des pays les plus alphabétisés d'Afrique, en particulier dans la population féminine.

Vers 1890, avec le début de l'exploitation aurifère dans la région de Johannesburg, le Lesotho devient rapidement un réservoir de main-d'œuvre, ce qu'il est toujours en dépit des récents licenciements de mineurs étrangers en Afrique du Sud. Par ailleurs, l'hémorragie de main-d'œuvre, des lois sud-africaines défavorables, etc. entraînent un déclin agricole, le Lesotho cessant vers 1930 d'être un exportateur de céréales.

L'année 1909 voit le refus sotho d'intégrer l'Union sud-africaine qui deviendra réalité un an plus tard.

Plusieurs milliers de soldats basotho, enrôlés par la Grande-Bretagne, participeront aux deux guerres mondiales (1 400 en France durant la première dans le Native Labour Contingent et en Afrique du Nord durant la deuxième).

Vers 1920 apparaissent les premières formes organisées de revendication politique aussi bien vis-à-vis du pouvoir colonial que du système traditionnel des chefs jugés trop dociles.

Cependant, il faudra attendre les années 50 et la création de trois partis politiques, le Basutoland African Congress (futur BCP) par Ntsu Mokhehle en 1952, le Marema-Tlou Party par S.S. Matete en 1957 (parti monarchiste) et le BNP en 1959 par Leabua Jonathan, pour que s'engage graduellement un long et difficile processus de négociations qui conduira à l'indépendance du 4 octobre 1966.

Les élections législatives d'avril

1965 avaient donné 31 sièges au BNP de L. Jonathan, 25 au BCP de N. Mokhehle et 4 au Marema-Tlou Freedom Party.

Leabua Jonathan, de tendance catholique-conservateur (le pays compte environ 60 % de catholiques et 40 % de protestants), épaulé par la Grande-Bretagne et le gouvernement sud-africain de Verwoerd, devient le Premier ministre de la monarchie constitutionnelle dans laquelle le jeune roi Moshoeshoe II n'a guère de pouvoir.

Le nouveau gouvernement montre rapidement sa vraie nature puisque la police tire sur la foule le 27 décembre 1967 lors d'un rassemblement à Thaba-Bosiu.

Sur le plan politique, les décisions prises au coup par coup sont rarement populaires. La pression se fait forte sur les opposants et les fonctionnaires sont « invités » à soutenir le BNP.

C'est dans ce contexte de violence larvée que se présentent les élections de 1970. La machine BNP fait tout son possible pour s'assurer la victoire, là encore avec un solide appui sud-africain. Les élections sont tenues mais les résultats ne seront jamais complètement annoncés alors qu'une victoire confortable du BCP était attendue. L'espoir est de courte durée : L. Jonathan suspend la constitution, les arrestations se multiplient et l'on fait taire par une violence extrême toutes les formes d'opposition.

Le rêve d'un Lesotho démocratique a vécu et le pays s'enfonce dans un népotisme chaotique. La dictature de L. Jonathan tiendra 16 ans, mais celui-ci perdra petit à petit le soutien du « grand-frère » sud-africain en nouant des relations avec les pays de l'Est et surtout en accueillant des réfugiés de l'ANC. L'armée sud-africaine, au début des années 80

effectuera plusieurs raids sur le territoire du Lesotho pour abattre froidement ces réfugiés et leurs proches.

De l'autre côté, les exilés du BCP mettent sur pied une Armée de libération du Lesotho qui tente de s'opposer par les armes au pouvoir de Jonathan. Une grande partie de la population vit dans la terreur, les résultats économiques ne sont pas flatteurs et en janvier 1986, un groupe de militaires emmené par le général Lekhanya et aidé par Prétoria, prend le pouvoir. On danse de joie dans les rues de la capitale Maseru à la chute du dictateur et à la promesse d'élections. Pourtant, il reste que toutes les formes d'opposition sont toujours interdites et que la corruption semble générale au plus haut niveau de l'État.

Cependant, sous la pression de la communauté internationale, on commence à parler d'élections libres et d'un retour à un gouvernement civil. Avant d'aboutir à un réel processus électoral, le Lesotho connaîtra toutefois un autre coup d'État en mars 1991 (le général Ramaema succède à Lekhanya) et la destitution du roi Moshoeshe II remplacé par son fils qui prend le nom de Letsie III.

Par manque de culture politique et démocratique, le débat pré-électoral fut extrêmement pauvre, contraignant les citoyens à se référer au traditionnel binôme BCP/BNP, ce qui ne laissait aucune chance aux petits partis, souvent formés par la génération montante et autorisés à s'organiser en mai 1991. Au début de 1993, une nouvelle constitution est promulguée et les élections du 27

mars donnent au BCP et à son vieux leader une éclatante victoire. La participation s'élève à environ 72 % avec, semble-t-il, une participation moindre chez les 21-35 ans, peu enclins à apporter leur confiance aux « vieux partis ». Dans les 65 circonscriptions, le BCP l'emporte largement avec une moyenne de 75 % des votants, alors que les petits partis (et notamment le MFP monarchiste) récoltent à peine quelques milliers de voix sur l'ensemble du pays.

L'histoire a appris aux Basotho à ne plus se réjouir trop vite et même si l'on attend beaucoup de ce nouveau gouvernement, certains craignent que l'absence de toute opposition à l'Assemblée ne soit néfaste à une démocratisation des pratiques politiques. La tâche de Ntsu Mokhehle et de son équipe (certains sont d'anciens exilés qui manquent peut-être de culture de gouvernement) ne sera pas facile : une récession forte frappe l'Afrique australe, les derniers résultats agricoles sont en baisse du fait de la sécheresse. L'énorme projet hydraulique (Lesotho Highlands Water Project) ne remplira pas non plus tous les espoirs mis en lui. Le programme d'ajustement structurel a permis de réduire de façon significative le déficit du budget mais dans de nombreux domaines (éducation, santé, justice, agriculture, communications, etc.), les citoyens ordinaires attendent les réformes de base qui viendront améliorer leur sort quotidien.

Philippe Mougel